



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°13 – 16 au 22 avril 2021

En bref

Le Royaume-Uni a officiellement lancé son [dispositif](#) de garantie publique des prêts immobiliers pour des individus disposant d'un apport de 5% seulement de la valeur du bien (jusqu'à 600 000£).

Fait marquant : Mark Carney lance la *Glasgow Financial Alliance for Net Zero (GFANZ)*

La GFANZ aura pour objectif de mobiliser les trillions nécessaires à la mise en place d'une économie mondiale à zéro émission carbone et à la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris. Ainsi, elle cherchera à inciter les institutions financières à se doter d'objectifs en matière de neutralité carbone et constituera un forum de coordination stratégique afin d'accélérer la transition vers une économie net zéro.

Présidée par M. Carney, la GFANZ regroupe diverses initiatives existantes telles que la Net-Zero Banking Alliance, la Net Zero Asset Owners Alliance, la Net Zero Asset Managers initiative, ou encore la Net Zero Insurers Alliance (qui sera lancée à l'occasion de la COP26), et rassemble déjà 160 entreprises - dont 43 banques de 23 pays - qui se fixeront des objectifs de réduction de la teneur en carbone de leurs actifs d'ici 2030 compatibles avec un objectif global de zéro émission nette d'ici 2050. Barclays, Lloyds, NatWest, Legal & General et HSBC font partie des institutions financières participantes.

LE CHIFFRE À RETENIR

14,5%

du PIB, ou 303 milliards de déficit public en 2020/2021 au Royaume-Uni, en raison de la crise de la Covid-19

Toutefois, des organisations écologistes et ONGs considèrent que la campagne Finance privée de la Présidence britannique n'est pas suffisante pour aligner les intérêts du secteur sur les objectifs de l'Accord de Paris. Ainsi, l'ONG Positive Money appelle, plus qu'à des alliances volontaires, à l'action urgente des régulateurs afin de garantir l'alignement du système financier sur les objectifs de l'Accord de Paris, rappelant que les plus grandes banques mondiales ont financé les combustibles fossiles à hauteur de 2 700 Mds£ depuis 2015. De fait, si les banques adhérentes de la GFANZ devront présenter des « plans crédibles » pour réduire leurs investissements dans les actifs à forte teneur en carbone, elles ne seront pas soumises à une date limite pour cesser d'investir dans les combustibles fossiles. La GFAM ne prévoit pas non plus d'obligation pour les entreprises de cesser de financer le charbon.

Actualité macro-économique

Les prix immobiliers ont crû de 8,6 % en février en glissement annuel contre 8 % en janvier – La croissance des prix immobiliers a ainsi atteint son plus haut depuis 2014. Cela reflète la tendance des ménages à allouer une part plus importante de leurs revenus vers des postes de dépenses immobilières pendant la pandémie. La suppression temporaire du droit de mutation (*stamp duty*) pour les achats de moins de 500 000 £ jusqu'à juin (puis pour les achats de moins de 250 000 £ de juillet à septembre) reste un facteur majeur de demande pour le marché immobilier. Le cabinet de conseil Panthéon Macroeconomics s'attend à ce que les prix continuent de croître cet été, la confiance des consommateurs restant soutenue par la réouverture de l'économie et la bonne performance du marché de l'emploi. La hausse des prix devrait entraîner un rebond dans la construction de nouveaux logements, ce qui permettrait d'équilibrer l'offre et la demande et de faire baisser la pression sur les prix à terme.

L'inflation a accéléré à 0,7 % en mars contre 0,4 % en février – L'inflation sous-jacente a quant à elle augmenté de 1,1 % en mars contre 0,9 % en février. L'indice des prix à la consommation a été

soutenu par l'augmentation des prix des carburants (+ 0,2 pp) ainsi que les prix vestimentaires (+ 0,13pp). Les prix alimentaires ont en revanche diminué en mars, revenant sur la hausse temporaire enregistrée au début de la pandémie. Les prix du tabac ont également baissé en mars, consécutivement à la décision du Chancelier de geler la taxe sur le tabac. L'inflation devrait bondir à 1,7 % en avril selon Panthéon Macroeconomics, soutenue par la hausse des prix de l'énergie, l'anniversaire de la chute des prix du pétrole et la réouverture des magasins non-essentiels et d'une partie du secteur de l'hospitalité. L'indice des prix à la consommation devrait atteindre la cible de 2 % de la Banque d'Angleterre dès cet été.

Le marché de l'emploi reste soutenu par le dispositif de chômage partiel – Le taux de chômage a diminué à 4,9 % en février contre 5 % en mars, reflétant une hausse de 0,2 pp du taux d'inactivité pour atteindre 20,9 %. Les données issues du système de paiement de l'impôt à la source (PAYE) mettent en évidence que le nombre d'employés avait diminué de 0,2 % en mars par rapport à février. Le nombre d'emplois vacants, bien que toujours 25 % inférieur à leur niveau de février 2020, aurait augmenté de 16 % en mars en glissement mensuel, une embellie probablement entraînée par la réouverture d'une partie de l'économie. Le marché de l'emploi ne devrait pas se détériorer avant la disparition du dispositif de chômage partiel,

attendue fin septembre. Au contraire, la réouverture du secteur de l'hospitalité pourrait conduire à un déficit de main d'œuvre cet été, en raison notamment de l'émigration de nombreux travailleurs du secteur, et pousser le taux de chômage à la baisse.

La détérioration des finances des ménages a été plus sévère au Royaume-Uni qu'en France – Une [étude](#) de la *Resolution Foundation* a indiqué que la pandémie avait engendré un choc plus important sur les revenus des ménages britanniques par rapport aux ménages français et allemands. Deux raisons ont été mises en avant par le think-tank : un niveau de revenus plus bas pour le premier quintile des revenus (14 700 € au RU contre 16 600 € en Allemagne et 18 500 € en France) et des prestations sociales moins généreuses. Pré-crise, les ménages britanniques étaient également moins susceptibles d'avoir un mois d'épargne disponible et étaient plus endettés : 66 % des Britanniques étaient endettés (hors prêts immobiliers) contre 40 % des Français et 43 % des Allemands. De plus, les ménages britanniques étaient également plus susceptibles d'avoir eu recours à des prêts pour faire face au coût de la vie pendant la pandémie (17 %) que les Allemands (9 %) ou les Français (8 %).

Actualité commerce & investissement

Le Premier ministre Boris Johnson renonce à se rendre en Inde à la fin du mois d'avril – Dans un communiqué conjoint, Boris Johnson et son homologue indien, Narendra Modi, ont annoncé l'annulation de la visite du Premier ministre britannique en raison de la dégradation de la situation sanitaire. Cette visite officielle, prévue de longue date et reportée une première fois en janvier dernier, devait permettre à Londres et à New Delhi de jeter les bases politiques d'un approfondissement de la relation commerciale

et économique bilatérale. Traduisant l'inclinaison indopacifique voulue par les autorités britanniques, détaillée dans la Revue intégrée en mars dernier, le Royaume-Uni cherche en effet à renforcer ses liens avec l'Inde, et espère pouvoir rapidement ouvrir des négociations commerciales. Si aucune date ultérieure n'a pour l'heure été annoncée, Boris Johnson et son homologue sont convenus de s'entretenir par visioconférence dans les prochains jours. En outre, le Premier ministre britannique a indiqué avoir invité Narendra Modi au G7 qui doit se tenir en juin à Carbis Bay.

Le *International Trade Committee* de la Chambre des communes a publié un rapport sur la création des ports francs annoncée par le gouvernement – A la suite d'une consultation conduite par le comité de la chambre basse sur les questions commerciales, lors de laquelle plusieurs auditions avec des experts ont été organisées, celui-ci a publié un rapport d'évaluation des propositions du gouvernement sur la création de ports francs au Royaume-Uni. Parmi les recommandations des parlementaires, le rapport souligne que le gouvernement doit se doter des outils nécessaires pour éviter que la création de ports francs n'aboutisse qu'au déplacement d'activités économiques existantes, sans générer d'activités nouvelles. Aussi, le rapport encourage le gouvernement à se doter d'un régime de contrôle et de suivi ex-post des subventions allouées dans le cadre de la création de ces zones. Le rapport appelle également le gouvernement à clarifier ses intentions quant au maintien des normes sociales et environnementales dans les ports francs. Enfin les parlementaires appellent le gouvernement à travailler plus étroitement avec les nations.

La ministre britannique au Commerce international a rencontré son homologue australien en déplacement à Londres – Elizabeth Truss a rencontré cette semaine son homologue Dan Tehan afin d'accélérer les négociations, qui ne progressent pas suffisamment vite aux yeux des autorités britanniques. Cette rencontre est intervenue dans un climat dégradé en raison des sorties dans la presse des équipes de Liz Truss, décrivant une stratégie pour le moins offensive

de la part du Department of International Trade (*"The source close to Ms Truss quipped: "She plans to sit him down in the Locarno Room [in the Foreign Office] in an uncomfortable chair, so he has to deal with her directly for nine hours."*). Si pour l'heure aucun communiqué de presse relatif à cette rencontre n'a été publié, les commentateurs déplorent ces déclarations officieuses qui pourraient obérer la progression des négociations. Pour mémoire, la conclusion des négociations avec Canberra était annoncée pour le mois d'avril, et, par conséquent, le Royaume-Uni n'a pas encore signé d'accord de libre-échange véritablement nouveau depuis le Brexit.

Actualité financière

1 Réglementation financière et Marchés

Le Trésor britannique (HMT) et la Banque d'Angleterre (BoE) ont [annoncé](#) la création d'un groupe de travail conjoint autour du développement d'une monnaie digitale de banque centrale au Royaume-Uni – La [Central Bank Digital Currency \(CBDC\) Taskforce](#) sera dirigée par Jon Cunliff (gouverneur adjoint de la BoE) et Katharine Braddick (directrice des services financiers du HMT) et uniquement composée d'agents des deux institutions. Un « [CBDC Engagement forum](#) », piloté par le Trésor et la BoE a également été annoncé et associera des acteurs des secteurs financier et technologique et du monde académique. Il passera en revue les enjeux associés à la définition, mise en œuvre et opérationnalisation d'une monnaie digitale de banque centrale tels que les besoins fonctionnels des utilisateurs, l'articulation entre secteurs public et privé, l'inclusion financière et numérique, ou encore les données et la vie privée. En outre, la BoE pilotera un « [CBDC Technology forum](#) » afin d'aborder spécifiquement les enjeux technologiques. Pour

rappel, une CBDC serait une nouvelle forme de monnaie numérique émise par la BoE et destinée à être utilisée par les ménages et les entreprises. Elle existerait aux côtés des espèces et des dépôts bancaires, sans les remplacer. Aucune décision n'a été prise à ce stade sur l'introduction effective d'une CBDC au Royaume-Uni.

Le Trésor va mettre en œuvre les recommandations des rapports Kalifa et Hill afin de soutenir le secteur fintech britannique – S'exprimant à l'occasion de la *Fintech Week*, le chancelier Rishi Sunak a annoncé l'intention du Trésor britannique de saisir les opportunités offertes par le Brexit afin de renforcer l'avantage concurrentiel du Royaume-Uni dans le domaine de la fintech, qu'il s'agisse du soutien réglementaire et au développement des entreprises, ou des travaux autour des CBDC (voir brève précédente). Il a [confirmé](#) que le Royaume-Uni mettra en œuvre un grand nombre des recommandations formulées dans le cadre des récentes *Kalifa Review of Fintech* et *UK Listings Review*. Deux consultations ont été annoncées pour l'été 2021, la première concernant le régime des prospectus britannique - qui régit les informations qu'une entreprise doit publier lorsqu'elle cherche à lever des capitaux - afin de s'assurer que ces règles ne soient pas « trop contraignantes » ; et une deuxième concernant des « réformes ambitieuses » du régime britannique des marchés de capitaux. Ceci inclurait des propositions visant à supprimer la *share trading obligation* (STO) et le plafond de double volume sur les *dark pools*. En outre, la FCA va mettre en œuvre la recommandation du rapport Kalifa concernant la mise en place d'une « Scalebox » à destination des FinTech : une « pépinière réglementaire » (*regulatory nursery*) devrait être mise en place d'ici l'automne 2021 afin de fournir un soutien supplémentaire aux entreprises financières récemment agréées.

Le gouvernement entend permettre aux consommateurs d'obtenir une remise en espèces chez un détaillant sans avoir à effectuer d'achat – Cette option n'était auparavant pas autorisée par la directive européenne sur les services de paiement, et est donc devenue une

possibilité pour le Royaume-Uni consécutivement au Brexit. Endossé par le gouvernement, l'amendement à la loi sur les services financiers, qui avait été introduit début mars par Lord Holmes of Richmond MBE, ex-membre du parti conservateur désormais indépendant, a pour objectif de mettre en lumière les questions relatives à l'inclusion financière et à l'accès à l'argent liquide, ainsi qu'à favoriser l'innovation dans ces deux domaines. En effet, d'après le Lord, si les retraits aux guichets automatiques ont diminué de 90 % à Londres, ce pourcentage n'est que de 43 % ailleurs. En outre, alors que l'utilisation d'espèces pour les transactions a diminué, la valeur des billets en circulation a augmenté de 10 % depuis mars 2020. L'association de consommateurs *Which?* tout comme l'association professionnelle de l'industrie financière britannique *UK Finance* ont salué ce développement qui permettra bientôt aux magasins de quartier, aux pubs et aux cafés de proposer des retraits d'espèces sans achat préalable.

2 Banques et Assurances

La Banque d'Angleterre invite les entreprises du secteur des technologies de la réglementation (« RegTech ») à promouvoir leurs propres produits et à ne pas attendre de mesures de la part du régulateur – Le rapport « [2021: A Critical Year for RegTech](#) » de la City of London Corporation publié la semaine dernière indiquait que l'utilisation de la *RegTech* – les technologies permettant de rationaliser et de réduire les coûts de mise en conformité des entreprises financières, par exemple par le repérage rapide de la fraude – est freinée par de longs cycles d'approvisionnement, la lenteur de la prise de décision au sein des entreprises, les contraintes liées aux technologies existantes et le manque de financements. Il rappelait également que le coût annuel de mise en conformité des cinq principales banques britanniques pourrait être réduit d'au moins 0,05 % – soit un total de 523 M£ – par un recours accru aux *RegTech*. Le rapport appelait donc le régulateur britannique

à promouvoir plus activement leur utilisation afin de rendre la *City* plus compétitive au niveau international et l'industrie à intensifier son utilisation de ces technologies. En réaction, la BoE a déclaré que l'industrie devait se saisir elle-même de ce sujet: d'après Sam Woods, gouverneur adjoint de la Banque d'Angleterre, un « bon changement technologique » n'est pas « mené par un petit nombre de personnes du secteur public ».

D'après le think tank britannique *New Financial*, Dublin et Paris sont les centres financiers européens les plus attractifs pour les sociétés financières britanniques – Dublin a ainsi attiré 135 entreprises financières post-Brexit (représentant 25% des délocalisations identifiées par l'analyse), devançant Paris, qui en a attiré 102 (19% des relocalisations). Viennent ensuite le Luxembourg (95 entreprises), Francfort (63), et Amsterdam (48). D'après *New Financial*, sur le long terme Francfort devrait être le « grand gagnant » en termes d'actifs, et Paris en termes d'emplois. Les différents centres financiers européens ont également attiré différents secteurs d'activités: les sociétés de gestion d'actifs ont plutôt choisi Dublin ; les banques Francfort ; enfin, près des deux tiers des entreprises s'installant à Amsterdam sont des plateformes de négociation, des bourses ou des sociétés de courtage. Paris se démarque par la diversité de son écosystème financier. Par ailleurs, Paris a attiré relativement moins de quartiers généraux mais beaucoup de déménagements des centres opérationnels (27 sur 102), suggérant que la capitale française est particulièrement attrayante pour l'accueil des effectifs très qualifiés. Enfin, le [rapport](#) relève que plus de 900 Mds£ d'actifs bancaires (environ 10 % de l'ensemble du système bancaire britannique) ont été ou sont en cours de transfert du RU vers l'UE, ce qui constitue probablement une sous-estimation significative de la situation réelle. Les compagnies d'assurance et les gestionnaires d'actifs ont pour l'instant transféré plus de 100 Mds£ d'actifs et de fonds.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international